La mobilisation du Mirail victime d'une répression violente ne lâchera pas !

Une expulsion de classe scandaleuse

Après que l'UNI organisation de droite dure ait saisi le tribunal administratif pour débloquer le Mirail ; après que la justice de classe ait ordonné notre exclusion ; après que Laganier le pantin du ministère (1) ait retourné sa veste en autorisant l'intervention policière alors qu'il avait promis de ne pas le faire la milice du capital est violemment entrée sur notre fac. Ce Mercredi matin, à 3h30 une horde de plus de 200 policiers, CRS et Bacqueux ont déboulé au Mirail, s'opposant violemment à une soixantaine de nos camarades occupant la fac depuis 2 mois. Les cassages policiers ont été nombreux. Les flics ayant violemment détruits du mobilier notamment à l'endroit où la cuisine de l'occupation de l'accueil était installée. Plusieurs de nos camarades ont par ailleurs étaient légèrement blessé.e.s recevant des coups et se faisant marcher dessus. Par la suite les cheminot.e.s ont proposé aux camarades expulsés de venir à la gare pour faire une AG, mais là aussi la flicaille était là. Et là aussi les camarades ont été violenté.e.s et même nassé.e.s. Parce que ce que Macron les patrons et le bras armé de l'état craignent le plus c'est bien que nous convergions avec les cheminot.e.s. A ce moment, un des nôtres, Guilhem, a connu un sort particulièrement violent. Les baqueux l'ont violemment interpelés, une grenade de désencerclement a explosé dans l'équipement de l'un d'eux et notre camarade l'a reçue de plein fouet. Il a été interpelé, et garde à vue jusqu'à 13h20 mercredi, puis le camarade a été amené à l'hôpital. Il souffre d'un hémopneumothorax avec plaies au thorax (2)… Après cet épisode de violence physique la violence administrative s'est développé à plein, puisque Laganier a fermé la fac administrativement, et appelle des personnels volontairespour débloquer vendredi…

Tout cet épisode est un nouvel exemple ignoble de cette police de classe qui, des ZADs au Mirail, en passant par de nombreuses facs mobilisées et par les cheminot.e.s, réprime celles et ceux qui luttent contre l'intérêt des patrons et le fait qu'on accorde nombre de traitements de faveur aux sarko et compagnie. Police par ailleurs raciste qui harcèle et réprime violemment les quartiers populaires comme on a pu le voir pendant les mobilisations du quartiers du mirail et de la Reynerie (3).

Comble de « l'ironie », l'Etat par le biais de Frédérique Rose directeur de cabinet du

préfet de Haute Garonne annonçait tôt mercredi : « Il n'y a eu aucun incident, il n'y a pas de blessé... ni d'interpellation » (4). Un mensonge d'Etat, un de plus, pour cacher la violence structurel de cet organe au service des classes dominantes. Mensonge suivi d'une rétractation uniquement médiatique devant notre réponse collective, forçant les chroniqueur.se.s de l'ordre bourgeois à reconnaître la blessure du camarade et à parler « d'incident »... Mais la préfecture elle n'a pas bougé.

Une AG en forme de « on lâchera rien »

Face à cette ignoble répression nous avons répondu de la plus belle des manières. Et d'abord par une Assemblée Générale autour de 600 au plus fort, qui après que les forces de répression aient empêché qu'elle se fasse à la gare puis à l'ESAV s'est tenue au Capitole. Les policiers craignant d'allumer une étincelle un peu trop fort ne nous y ont pas réprimé.

Cette AG a été l'occasion d'applaudir nos camarades occupant.e.s mais aussi de bien dire qu'occupation ou non nous ne lâcherons rien. Parce que l'occupation était un outil et non une fin et des outils il nous en reste. La grève d'abord que nous avons revoté. Et puis, Laganier et Moudenc (le maire de Toulouse LR) cherchent à nous imposer des partiels délocalisés ? Et bien nous les empêcherons et il a été voté qu'aucun partiel ne se tiendrait tant que le campus ne nous serait pas rendu. Nous ne pouvons pour le moment plus directment bloquer notre université ? Et bien nous avons décidé de faire des actions de blocage économique notamment des blocages de centres d'Airbus. Et puis la force de la manifestation nous l'avons toujours, et l'ag a voté notre participation aux date du 16, 22, et 26 Mai appelées par les différentes coordinations nationales.

Nous sommes aussi revenus sur celles-ci : la Coordination Nationale Etudiante et la Coordination Nationale Unitaire. Elles donnaient globalement une vision de la situation de la mobilisation étudiante en reflux du fait de la répression. Mais reflux relatif avec par exemple des facs comme Nanterre ou Rennes 2 renouant avec les plus grosses AGs du mouvement. Un des manques de ces coordinations, qui n'a malheureusement pas été débattu, est qu'il n'y a toujours pas de porte parole. Et c'est un problème qui ne permet pas de donner assez de force à l'autoorganisation. Par ailleurs les appels des coordinations ont été décrits comme des appuis puisqu'ils appellent tous les deux à la grève reconductible. Et l'appel de la CNU appelle à empêcher et aménager les partiels pour qu'illes n'empêchent pas la mobilisation. Mais tous deux ont des manques, notamment en ce qu'alors que les derniers appels de la CNE mettaient dans leurs revendications le rejet de la loi asile et immigration et ce n'est plus le cas. Et puis les appels n'interpellent pas les directions syndicales pour qu'elles appellent à la grève générale. D'ailleurs sur ce point un camarade est intervenu critiquant clairement la politique des directions syndicales ; intervention très positive. Intervention attaquée indirectement par une orientation assez jaunie corporatiste, et très pro-bureaucratie n'ayant que peu existé dans la mobilisation, mais étant clairement apparue dans cette AG.

C'est l'UEC pour ne pas les nommer qui a développé cette orientation. Défendant bec et ongles l'orientation des directions syndicales, expliquant qu'il était juste de développer des mobilisations sectorielles divisées, convoquant même Mai 68 (que le PCF a d'ailleurs pleinement participer à casser) et expliquant que nous devions nous concentrer uniquement sur la loi ORE et que nous n'avions rien à dire sur les « autres » luttes. Alors que la réalité c'est que notre lutte est une lutte pour l'ensemble de notre classe, puisqu'il s'agit par exemple bien de permettre aux enfants d'ouvrier.e, de cheminot.e.s de pouvoir rentrer dans les facs. Et, que les cheminot.e.s luttent pour nous puisqu'une SNCF privatisée sera un rail dont les précaires seront exclu.e.s (avec l'augmentation des tarifs en lien). Nous luttons d'ailleurs contre le même ennemi et contre une même logique, celle des patrons et du capitalisme. Et puis comme étudiant.e.s nous ne pouvons gagner seul.e.s à la vue de notre place dans l'économie ne nous permettant pas un véritable rapport de force. Donc oui que les directions syndicales envoient la mobilisation des cheminot.e.s dans le mur avec leur grève perlée, et maintenant leur référendum, ou que les directions syndicales ne préparent en rien la grève générale cela nous concerne. Et nous devons critiquer leur politique et les interpeler pour leur mettre la pression et surtout convaincre des travailleur.se.s qu'elle mène à l'échec. Pour aller un peu plus loin dans les crasses, l'UEC a même expliqué que la mobilisation était en gros quasi-finie et qu'il s'agissait maintenant d'en tirer les conclusions. Et leur principale conclusion c'est que l'occupation et le blocage ne servaient à rien. Cette position est scandaleuse quand on connaît la place que l'occupation a eu pour soutenir les 40 migrant.e.s du CROM qui ont occupé l'accueil. Mais pas étonnante quand on connaît les positions puantes de nombre de Pciste sur les migrant.e.s. Et puis pour finir dans les positions jaunies, illes se sont opposé.e.s aux actions de blocage. Bref il s'agissait plus ou moins d'en finir avec la mobilisation. Heureusement illes ont été comme à l'accoutumée ultra minoritaire.

Au contraire de cette orientation, de nombreuses interventions ont mis en avant la nécessité de la convergence. Des lycéen.ne.s, des cheminot.e.s, des camarades de Paul Sabatier étaient présent.e.s. et ont réaffirmé haut et fort leur soutien à la mobilisation du Mirail. Mais un risque n'ayant rien à voir avec la jaunisse de l'UEC, se plaçant clairement du bon côté de la lutte, est un peu venu mettre en danger cette nécessaire convergence, une orientation « nuit deboutiste ». Un camarade a parlé de la nécessité de faire une université debout et a proposé de se retrouver tou.te.s ensemble après une grande date sur la place du capitole ce qui a été voté. L'idée de se retrouver tou.te.s ensemble sur la place à un moment T n'a rien de problématique. Mais le vote proposé et passé majoritairement par une autre camarade pose déjà plus de problème. En effet l'idée était de faire l'ensemble de nos prochaines AGs dans des lieux publics. Bien que le terme soit flou il a été présenté comme voulant dire « places publiques ». Bien sûr, l'objectif premier doit être que des AGs se tiennent et que le mouvement continue. Et si pour cela nous devons faire nos AGs sur des places publiques il faudra le faire. Mais, quand des camarades cheminot.e.s nous proposent de nous ouvrir la gare (5) ou que des copin.e.s de Paul Sabatier nous offrent aussi la possibilité de faire nos AGs dans leurs locaux le choix doit être vite fait. Cela n'a rien à voir qualitativement de faire une

AG avec nos camarades, en construisant des liens de convergence forts à même de nous motiver mutuellement et d'avancer vers la victoire que de faire ces AGs isolées d'autres foyers de luttes. Et la place du Capitole n'est pas un foyer de luttes déjà en construction.

Un autre point intéressant de cette AG a été plusieurs interventions proposant des perspectives programmatiques à notre lutte. Sous forme le plus souvent malheureusement légalistes, mais aussi en disant la nécessité d'avancer des revendications contre la police. Ces échanges qui n'ont pour le moment abouti à rien, marquent un réel manque dans notre mobilisation nationalement comme localement. Un manque programmatique, un manque en terme de quelle université nous proposons, contre celle de Macron, quelles sont nos revendications en positif. Ce manque est criant et le combler pourrait motiver plus largement qu'aujourd'hui des camarades à nous rejoindre. Au Mirail nous avons une fenêtre de tir pour aller vers ça puisque nous accueillerons la prochaine CNE la semaine prochaine. Une des tâches importante qui devrait je pense être la notre serait de faire un manifeste programmatique écrit par les différentes sensibilités de la mobilisation, à proposer à cette CNE mais aussi à la CNU ayant lieu le même jour à Paris. A débattre lors de notre prochaine AG.

Des rassemblements importants notamment en soutien à nos camarades du CROM

A la suite de cette AG un petit rassemblement a été appelé en soutien à notre camarade Guilhem devant l'Hotel de Police, nous y étions à une cinquantaine. Mais le sens politique de ce rassemblement voté à une très courte majorité à l'AG n'avait pas grand sens, puisqu'à ce moment Guilhem n'était pas à cet endroit et que juste après un rassemblement bien plus important a eu lieu.

En effet à l'appel du CROM, le Collectif de Réfugiés Occupant le Mirail a eu lieu. Nous étions autour de 500 au rendez vous. Les camarades étaient 40 à occuper le Mirail à l'accueil et ont expliqué leur situation, revendiquant notamment leur régularisation et celle de tous les sans papiers, appelant soutiens mais aussi autres réfugiés à les rejoindre dans l'occupation qu'illes ont mis.e.s en place hier devant la préfecture pour obtenir satisfaction sur leurs revendications.

Mais leurs mots étant bien plus légitime que ceux écrits ici, voilà leur intervention, à regarder dans son intégralité, toute affaire cessante et à partager largement : https://www.youtube.com/watch?v=1Jlh_yi7PR0

Puis d'autres interventions notamment de camarades de l'UET, de Solidaires Etudiant.e.s de l'intersyndicale des personnel.le.s et des camarades occupant.e.s se sont enchaînées, disant clairement que la lutte n'était pas finie, que les perspectives étaient encore à la convergence, et que la répression ne nous arrêterait pas. La solidarité avec Guilhem a aussi fait pleinement partie des interventions. Un copain de

Sud Rail est venu nous apporter avec force le soutien de la mobilisation cheminote, de la même façon un camarade lycéen du CUL (Collectif Unitaire Lycéen) est venu nous apporter son soutien. L'Union Départementale de la CGT 31 est aussi intervenue. Ce dernier soutien est clairement positif, mais il aurait pu être l'occasion d'interpeler Cédric Caubère (secrétaire de l'UD) pour lui demander d'appeler clairement à la grève générale à partir du 26, de se positionner pour le retrait du pacte ferroviaire, mais aussi d'appeler à rompre le « dialogue » contre-productif avec le gouvernement puisqu'il donne plus de légitimité à ce pacte. Malheureusement cela n'a pas été fait. Et puis Caubère n'a pas appelé au 16, date lancée par les lycéen.ne.s et reprise par la fac du Mirail mais au 14, date cheminote. Il n'a même donc pas fait semblant de vouloir construire la convergence sur la date de la jeunesse.

En tout les cas malgré la répression la mobilisation du Mirail est loin d'être morte, et notre réponse hier relayée dans les médias du fait de notre rapport de force est une réussite.

1/L'administrateur provisoire de la fac, nommé par le ministère lors de la mise sous tutelle du Mirail

2/Communiqué des avocats et de la famille :

https://www.facebook.com/UEToulouse/posts/1342674035834577

3/Communiqué du comité de mobilisation du mirail sur la mobilisation au mirail et à la reynerie : https://tendanceclaire.org/breve.php?id=28006

4/Prise de position du chef de cabinet du préfet : http://www.lemonde.fr/campus/article/2018/05/09/toulouse-l-universite-du-mirail-evacuee_5296348_4401467.html

5/Communiqué de sud rail : https://www.facebook.com/UEToulouse/posts/1336445723124075

Thomas Lerouge, le 10 mai 2018